

UNCLDC/III/CP/10

19 July 2000

English and French ONLY

**TROISIÈME CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS**

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

PROGRAMME NATIONAL D'ACTION

(version préliminaire)

Résumé du bilan des Années 1990

I. INTRODUCTION

1. La République Centrafricaine (RCA) est un pays pauvre, enclavé, dont le revenu par habitant est environ de 310\$ US. Le climat est de type tropical et les ressources naturelles tant agricoles que minérales sont abondantes. En effet la RCA produit du coton, du café, tabac, produits vivriers, bois, diamant, or, uranium, du calcaire etc. C'est d'ailleurs le secteur primaire qui domine l'économie Centrafricaine, puisqu'il emploie 80% de la population et contribue à 50% du PIB. Quant au secteur secondaire, il représente 20% du PIB et le secteur tertiaire moins de 30%. L'essentiel des recettes d'exportation(environ 85%) provient de quatre principaux produits, à savoir : le diamant, le bois, le coton et le café.

2. Selon le rapport du PNUD de 1999, l'indice de Développement Humain (IDH) de la RCA est de 0,378, la classant au 165ème rang sur 174 pays. Plusieurs facteurs expliquent cette situation, notamment (i) les graves déficits du système éducatif et sanitaire avec une mention particulière au SIDA qui est en passe de devenir la première cause de mortalité en RCA, (ii) le poids de la dette (86% du PIB en 1999), (iii) la faiblesse des recettes budgétaires, amenant l'Etat dans l'impossibilité de couvrir régulièrement ses dépenses de souveraineté, provoquant une recrudescence de son autorité auprès des agents de la fonction publique qui ont subi un retard de paiement de leur salaire de 12 à 24 mois, (iv) l'insécurité qui s'est installée dans l'arrière pays vu la présence des bandes armées.

3. Cependant, depuis 1997, on assiste à une amélioration de la situation économique qui s'est poursuivie en 1998 et 1999. Ainsi le PIB a enregistré un niveau de 5,9% en 1997, 3,8% en 1998 et 5,1% en 1999 et une augmentation des recettes budgétaires en 1999. Parallèlement, on observe une détente sur le plan politique en dépit des remous consécutifs aux consultations électorales et le retrait du contingent de la mission des Nations Unies. Malgré les difficultés liées à la crise socio-politique, l'attentisme et le désengagement des bailleurs de fond, des politiques d'assainissement du cadre macro-économique ont été initiées pendant la décennie passée. Elles visaient la croissance économique et l'amélioration des performances des secteurs productifs, le développement du capital humain et la bonne gouvernance.

II. BILAN DES ANNÉES 1990

A. Situation pendant les années 1990

4. Pendant les années 90, la RCA a connu un taux de croissance annuel moyen du PIB à prix constant d'environ 1.5%, qui est inférieur au taux de croissance démographique (2,5%) Toutefois, une analyse plus détaillée de l'évolution de l'économie de la RCA montre quatre périodes distinctes :

- 1) De 1990 à 1993 : forte récession économique, caractérisée par une régression du PIB (environ - 9% sur 4 ans). Cette régression a été lié à la crise socio-politique, qui a paralysé l'administration, provoqué l'effondrement des cours des principaux produits d'exportation. La surévaluation du FCFA a pénalisé les produits d'exportation du pays.
- 2) De 1994 à 1995 : forte reprise économique, caractérisée par (i) une augmentation d'exportation, liée à la dévaluation du FCFA, (ii) la bonne tenue des cours des principaux produits d'exportation,(iii) la fin de la crise socio-politique et(iv) la reprise de la coopération financière avec la communauté internationale.
- 3) En 1996 : De graves mutineries ont coûté au pays environ 6% du PIB et fragilisé le tissu économique installé dans la capitale et sa périphérie.
- 4) De 1997 à 1999 : nouvelle reprise économique qui s'explique en partie par la reprise de l'économie mondiale et par le fait que les produits d'exportation n'ont pas été touchés par les mutineries.

B. Facteurs déterminants dans le développement du pays durant les années 1990

Les facteurs favorables

5. Après des années de crise socio-politique qui a entraîné la paralysie de l'administration et de graves mutineries, la RCA s'est engagée dans la voie des réformes et a

mis au point un programme économique triennal (1998-2000) en collaboration avec les institutions de Bretton Woods. Les principaux objectifs du programme sont : augmenter un taux moyen de croissance, réduire le déficit du compte courant extérieur, consolider la base productive de l'économie et assurer la mise en oeuvre de réformes structurelles de l'Administration et du secteur parapublic. Les résultats positifs de réforme ont été accompagnés d'une certaine détente au niveau politique. A ces facteurs favorables s'ajoute une amélioration de la conjoncture économique depuis 1997, qui s'est poursuivie en 1998 et 1999.

Les facteurs de blocage

6. L'économie centrafricaine est exposée à de lourds handicaps dont les principaux sont :
- la faiblesse des ressources humaines et leur insuffisante mise en valeur provoquant : une pénurie de compétence à tous les niveaux ; la chute continue du revenu par habitant (-18 par décennie) ; de graves déficits dans les systèmes éducatif et sanitaire ;
 - la faiblesse des recettes budgétaires, plaçant l'Etat dans l'impossibilité de couvrir régulièrement ses dépenses de souveraineté, facteur à l'origine du délitement de son autorité sur les agents de la fonction publique qui accusent, selon les cas, entre 12 et 24 mois d'arriérés de salaires ;
 - les crises socio-politiques entraînant périodiquement la paralysie de l'administration.

La Performance des secteurs

7. L'agriculture est le secteur le plus dynamique de l'économie et a contribué à elle seule avec environ 80% au taux moyen de croissance annuelle. Le rôle des services a été modeste et celui de l'industrie manufacturière dérisoire. Il convient cependant de nuancer le rôle de locomotive joué par le secteur agricole au regard des résultats très modestes obtenus, compte tenu des moyens importants mobilisés au profit de ce secteur. En effet, si les taux moyens de la production agricole et de la production vivrière ont progressé à 4% (1990-1997), force est de constater que cette progression rapportée au taux de croissance de la population centrafricaine est faible alors que le pays dispose d'un sérieux potentiel agro-pastoral. La faible capacité d'offre des produits vivriers par la RCA explique leurs prix relativement élevés et l'incapacité de la RCA à occuper les créneaux qu'offrent les pays déficitaires de la sous-région en produits vivriers. Durant la décennie 1990, la RCA a réalisé un taux moyen de

croissance annuelle du PIB réel de 1,5%, qui est inférieur au taux de croissance de sa population (2,5%).

Financement du développement économique au cours de la décennie 1990

8. Pour financer le développement de l'économie au cours de la période considérée, l'Etat a dû mobiliser des ressources intérieures et extérieures. La mobilisation des ressources intérieures est dérisoire compte tenu de la faiblesse de la capacité d'épargne. En moyenne annuelle, l'épargne intérieure a représenté 2% seulement du PIB réel sur la période. Un taux inférieur à l'objectif du Gouvernement (7%) et à la moyenne des PMA au titre de l'année 97 (11%). Quant à la mobilisation des ressources extérieures, il convient d'analyser l'évolution de l'Aide publique au développement, l'endettement et l'accès aux marchés extérieurs.

Aide publique au développement (APD)

9. L'APD a occupé une part prépondérante dans le total des flux financiers nets reçus par la RCA (98% en moyenne sur la période). Cependant, on observe une très forte diminution des flux financiers et de l'APD respectivement de 155% et de 171% entre 1990 et 1997. Cette baisse n'est pas spécifique à la RCA, mais sa particularité tient à l'ampleur du phénomène. En effet, l'absence de programme avec le FMI jusqu'au mois d'Août 1998 et le désengagement de certains bailleurs de fonds après les mutineries tels que la Banque Mondiale et l'Allemagne justifient cette chute.

Dettes extérieures

10. Faute de ressources intérieures suffisantes, la RCA a dû recourir à l'endettement extérieur qui, aujourd'hui, pose d'énormes problèmes à son développement. Le poids de la dette et du service n'a cessé d'augmenter depuis 1990. De 66% du PIB en 1990, la dette extérieure est passée à 86% en 1999 avec un pic de 93% en 1996. Il en est de même du service de la dette qui a absorbé 24% des recettes d'exportation en 1999 contre 16% en 1990.